



Rapport sur l'état des relations UE-Tunisie : vers un renforcement du Partenariat Privilégié

Bruxelles, le 8 mai 2018

Au cours des douze derniers mois, les relations UE-Tunisie se sont fortement développées et leur coopération s'est intensifiée dans les nombreux domaines du Partenariat Privilégié.

Telle est la conclusion du [rapport sur l'état d'avancement des relations UE-Tunisie](#) publié aujourd'hui par les services de la Commission européenne et le Service européen pour l'action extérieure, en vue du prochain Conseil d'association UETunisie du 15 mai 2018 à Bruxelles.

Le rapport met en avant l'intensité des échanges à haut niveau, ainsi que du dialogue et de la coopération autour de questions essentielles comme l'employabilité des jeunes et les réformes, la consolidation démocratique et la promotion de la bonne gouvernance – avec le rôle toujours central de la société civile tunisienne, la réponse aux défis sécuritaires communs et la gestion concertée de la migration.

«L'Union européenne et la Tunisie sont des partenaires naturels de par leurs liens géographiques, culturels et commerciaux. Nous avons à cœur d'approfondir notre Partenariat Privilégié et l'engagement de l'Union européenne envers une Tunisie démocratique, forte et prospère reste constant. Nous le faisons en particulier en songeant aux aspirations de la jeunesse tunisienne, pour laquelle nous avons lancé un Partenariat pour la Jeunesse en 2016 et que nous sommes en train de renforcer. Les élections municipales du 6 mai, que le gouvernement tunisien nous a invités à observer, ont constitué une étape importante dans la consolidation démocratique du pays et la mise en œuvre de la Constitution de 2014 et ouvre la voie à un processus de décentralisation ambitieux.» a déclaré la haute représentante/vice-présidente Federica **Mogherini**.

«L'UE continue de mobiliser tous ses instruments de coopération afin d'accompagner la transition politique et socioéconomique en Tunisie. Cet engagement se concrétise, entre autres, par une assistance financière accrue; la Commission européenne a mobilisé 300 millions d'euros sous forme de dons en 2017. La population demande des progrès et des résultats tangibles et la situation économique actuelle nécessite une accélération du processus de réformes institutionnelles et socio-économiques. Dans ce contexte, je me réjouis de la présentation d'une Feuille de route de réformes prioritaires par le Chef du gouvernement tunisien le mois dernier à Bruxelles.» a complété le commissaire à la politique européenne de voisinage et aux négociations d'élargissement Johannes **Hahn**.

Le rapport note des avancées tangibles dans de très nombreux domaines, notamment les droits des femmes, la réforme de la justice, les mesures en faveur de l'entrepreneuriat des jeunes, le développement local, l'économie verte, la culture ou la protection civile. En outre, l'association de la Tunisie au programme Horizon 2020 et sa participation active à Erasmus+ ont permis une multiplication des échanges entre chercheurs, étudiants, professeurs et jeunes, participant au développement d'une société tournée vers l'innovation. Les négociations d'accords bilatéraux ambitieux dans les domaines aérien, économique et commercial, et migratoire ont également progressé.

Lors des douze derniers mois, l'Union européenne a démontré son soutien continu à la transition politique et socioéconomique en Tunisie, y compris dans son appui aux réformes structurelles urgentes et essentielles à la relance d'une croissance inclusive et durable. A travers le présent rapport, l'Union européenne réitère sa volonté de continuer d'accompagner le pays et de poursuivre la réflexion sur la vision d'avenir du partenariat Union européenne-Tunisie.

Pour plus d'informations

[Le rapport complet](#)

[Cadre unique d'appui 2017-2020](#)

[Communication conjointe au Parlement et au Conseil "Renforcer le soutien de l'UE à la Tunisie" \(19/10/2016\)](#)

[Délégation de l'Union européenne en Tunisie](#)

[Coopération entre l'UE et la Tunisie](#)

Personnes de contact pour la presse:

[Maja KOCIJANCIC](#) (+32 2 298 65 70)

[Lauranne DEVILLE](#) (+32 2 298 08 33)

[Alceo SMERILLI](#) (+ 32 2 296 48 87)

Renseignements au public: [Europe Direct](#) par téléphone au [00 800 67 89 10 11](#) ou par [courriel](#)